

Les risques stratégiques et politiques de la France dans la prochaine décennie

1. Tendances Géopolitiques Mondiales et Leur Impact Potentiel sur la France

La prochaine décennie sera marquée par la continuation de l'évolution vers un système mondial multipolaire, où aucune puissance unique ne possédera la capacité ou la volonté d'imposer unilatéralement sa vision de l'ordre international. L'intérêt national continuera de guider le comportement des grandes puissances, et l'unilatéralisme restera une caractéristique des relations internationales. On observera une érosion continue des systèmes multilatéraux établis après la Seconde Guerre mondiale et renforcés après la fin de la Guerre froide. L'efficacité des Nations Unies en tant qu'outil de gestion de l'instabilité mondiale devrait continuer à décliner, et des organisations comme l'Organisation Mondiale du Commerce pourraient perdre de leur pertinence, remplacées par des outils et des relations bilatérales et minilatérales. Dans ce contexte, plusieurs scénarios de tensions et de conflits majeurs se profilent. La perspective d'une guerre mondiale impliquant de multiples fronts entre grandes puissances, avec un risque d'utilisation d'armes nucléaires et d'extension au domaine spatial, est envisagée par une part non négligeable d'experts. Les tensions avec la Chine et la Russie sont identifiées comme des vecteurs potentiels de conflits majeurs, notamment en ce qui concerne la question de Taïwan et la possibilité d'un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN. L'émergence d'un axe sinorusso-irano-nord-coréen formellement allié d'ici dix ans est également une possibilité qui pourrait redéfinir les blocs d'influence mondiaux.

La mondialisation pourrait devenir plus fracturée et incertaine, notamment si les États-Unis poursuivent une approche économique plus protectionniste, avec des tarifs douaniers potentiels sur la Chine et d'autres partenaires commerciaux, y compris l'Union Européenne. Ces mesures pourraient entraîner une réorganisation des flux commerciaux mondiaux et des représailles de la part des partenaires commerciaux. La sécurité nationale continuera de dominer les agendas gouvernementaux, dans un monde où le nombre de conflits armés est en augmentation depuis une décennie. La confrontation géoéconomique, par le biais de sanctions, de tarifs douaniers et de contrôles sur les investissements, devrait également s'intensifier.

Pour la France, ces tendances mondiales représentent des défis significatifs. La possible érosion du multilatéralisme pourrait affaiblir sa capacité à influencer les affaires mondiales par le biais des institutions internationales. L'augmentation des tensions entre grandes puissances pourrait la placer dans une position délicate, tiraillée entre ses alliances traditionnelles et la nécessité de maintenir des relations avec d'autres acteurs majeurs. Les perturbations potentielles du commerce mondial et les politiques protectionnistes pourraient impacter négativement son économie, notamment ses secteurs exportateurs. La montée des conflits régionaux et la prolifération des armes nucléaires constituent également des risques majeurs pour la sécurité internationale et la stabilité de l'Europe, affectant directement les intérêts de la France.



2. Analyse du Paysage Politique Intérieur Français

Le paysage politique intérieur français au cours de la prochaine décennie devrait rester marqué par une instabilité et une polarisation significatives. La dissolution de l'Assemblée Nationale en 2024 a révélé des divisions profondes au sein de la politique française, avec un paysage fragmenté en trois blocs principaux : la majorité présidentielle, la coalition d'extrême gauche et l'extrême droite. L'absence de majorité parlementaire claire a conduit à la formation de gouvernements minoritaires et à une forte probabilité de motions de censure et de crises politiques récurrentes.

Les questions qui divisent les élites et la population française sont similaires à celles observées dans d'autres démocraties occidentales : l'augmentation du coût de la vie, la détérioration des services publics, les flux migratoires et l'instabilité en Europe. Les désaccords politiques majeurs portent sur les réformes économiques, notamment celles concernant le marché du travail et le système de retraite, ainsi que sur les politiques d'immigration, la transition énergétique et le rôle de la France au sein de l'Union Européenne.

La montée des mouvements populistes et extrémistes, tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, constitue une source majeure d'instabilité. Ces mouvements exploitent le mécontentement social et économique, les préoccupations identitaires et les craintes liées à l'immigration pour gagner en popularité. La polarisation politique se manifeste également par une méfiance croissante envers les partis politiques traditionnels et une forte polarisation affective, où les citoyens ressentent négativement les autres partis politiques. Le rôle des médias, notamment ceux contrôlés par des intérêts privés, est également pointé du doigt pour exacerber cette polarisation en normalisant les discours d'extrême droite.

Le potentiel de troubles sociaux reste élevé en France, alimenté par des griefs de longue date concernant le racisme et les brutalités policières, les inégalités sociales, et les politiques gouvernementales jugées injustes. Les grèves et les manifestations sont fréquentes et peuvent dégénérer en affrontements avec la police. La question de l'identité nationale, notamment l'intégration des populations issues de l'immigration et la place de l'islam dans la société française, reste un sujet de tension et de division.

Ces sources d'instabilité et de polarisation représentent des risques politiques majeurs pour la France. L'incapacité à former une majorité gouvernementale stable pourrait paralyser l'action politique et entraver la mise en œuvre de réformes nécessaires pour faire face aux défis économiques et sociaux. La montée des extrêmes pourrait conduire à des politiques plus radicales et potentiellement déstabilisatrices, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Les troubles sociaux pourraient perturber l'ordre public et nuire à l'attractivité du pays. Les divisions culturelles et identitaires pourraient exacerber les tensions sociales et alimenter la montée des communautarismes.



3. Vulnérabilités Économiques de la France et Risques Stratégiques

L'économie française présente plusieurs vulnérabilités qui pourraient engendrer des risques stratégiques au cours de la prochaine décennie. La France souffre d'un nombre insuffisant d'entreprises exportatrices, d'une perte de compétitivité et de parts de marché, ainsi que d'un déficit commercial structurel. Le pays connaît une désindustrialisation avancée, un niveau relativement faible de diversification de sa gamme de produits et des efforts d'innovation insuffisants. Le taux d'emploi des jeunes et des seniors reste faible, et les dépenses publiques sont relativement inefficaces, avec une pression fiscale élevée. La dette publique et privée est élevée et croissante, ce qui limite la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement et expose le pays à des risques financiers.

L'incertitude politique actuelle, exacerbée par l'absence de majorité parlementaire stable, devrait peser sur l'activité économique en 2025. La consommation des ménages, bien que soutenue par une légère augmentation du pouvoir d'achat, devrait rester atone en raison de l'incertitude encourageant l'épargne de précaution. Les entreprises devraient adopter une attitude attentiste en matière d'investissement et d'embauche, malgré la baisse des taux d'intérêt. Le nombre de défaillances d'entreprises devrait rester élevé. Les finances publiques devraient rester dans le rouge, avec un déficit budgétaire important en 2025, d'autant plus que l'absence de majorité solide rend peu probable l'adoption de mesures budgétaires significatives. La charge d'intérêt de la dette devrait continuer à augmenter.

La compétitivité des industries françaises reste un défi majeur. Bien que la compétitivité-prix se soit améliorée, la compétitivité hors-prix, notamment en termes d'innovation et de qualité, nécessite des efforts supplémentaires. La France investit moins dans la recherche et développement que certains de ses partenaires européens, ce qui pourrait freiner son potentiel de croissance future. La dépendance énergétique de la France aux importations, notamment en gaz et en pétrole, bien que partiellement atténuée par son parc nucléaire, la rend vulnérable aux chocs énergétiques mondiaux.

Ces vulnérabilités économiques pourraient entraîner plusieurs risques stratégiques. Une croissance économique faible et un chômage élevé pourraient alimenter le mécontentement social et renforcer les mouvements populistes et extrémistes, augmentant ainsi l'instabilité politique. Une dette publique élevée pourrait limiter la capacité de la France à répondre aux crises économiques ou sécuritaires futures et la rendre plus dépendante des marchés financiers. Une perte de compétitivité pourrait affaiblir sa position économique au sein de l'Union Européenne et sur la scène internationale. La dépendance énergétique pourrait être exploitée par des acteurs externes à des fins politiques ou économiques.



4. Position Géopolitique de la France au Sein de l'Union Européenne et de l'OTAN

La France occupe une position centrale au sein de l'Union Européenne, étant l'un des États membres fondateurs et une puissance économique et politique majeure. Elle a joué un rôle moteur dans le développement des institutions, des politiques et des réformes de l'UE depuis les années 1950. La relation franco-allemande est considérée comme l'épine dorsale de l'Union Européenne et a un impact profond sur son fonctionnement et son orientation. Cependant, des tensions et des divergences stratégiques entre Paris et Berlin existent, notamment en matière de défense, d'énergie et de finances.

La France a toujours eu une position paradoxale concernant la conception institutionnelle de l'UE, soutenant le principe de supranationalité dans les domaines économiques mais préférant la méthode intergouvernementale pour la politique étrangère et la défense. Elle a contribué de manière significative aux principales politiques de l'UE, notamment l'Union Économique et Monétaire et la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Au sein de l'OTAN, la France est également un membre fondateur et a joué un rôle actif dans son établissement. Sous la présidence de Charles de Gaulle, la France a marqué son désir d'indépendance diplomatique et a quitté l'organisation militaire intégrée de l'OTAN en 1966, tout en restant membre de l'Alliance. Depuis les années 1990, la France est redevenue un contributeur majeur aux actions politiques et militaires de l'OTAN, tout en conservant une pleine autonomie de décision.

Le Brexit a eu un impact sur la position de la France au sein de l'UE et de l'OTAN. Le retrait du Royaume-Uni, qui représentait une influence libérale au sein de l'UE et une puissance militaire importante au sein de l'OTAN, a potentiellement renforcé la position de la France dans ces organisations. La France pourrait chercher à remplacer le Royaume-Uni dans certaines fonctions clés au sein de l'OTAN. La France prône une Europe de la défense plus forte et une autonomie stratégique européenne, tout en reconnaissant le rôle central de l'OTAN pour la sécurité collective européenne. Elle participe activement aux initiatives de coopération européenne en matière de défense, telles que la Coopération Structurée Permanente (CSP) et le Fonds Européen de la Défense

Les risques pour la France dans la prochaine décennie incluent les tensions potentielles au sein de l'UE, notamment en ce qui concerne les orientations politiques et économiques, ainsi que les défis liés à la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune. Les relations avec l'OTAN pourraient également être mises à l'épreuve en fonction de l'évolution de la politique américaine et des priorités des autres alliés. Les opportunités pour la France résident dans la possibilité de renforcer son rôle de leadership au sein de l'UE après le Brexit et de promouvoir sa vision d'une Europe plus autonome et plus forte sur la scène internationale.

© IERAS 2025 4/9



5. Défis Sociaux et Culturels en France

La France est confrontée à plusieurs défis sociaux et culturels majeurs qui pourraient évoluer pour devenir des risques stratégiques ou politiques au cours de la prochaine décennie. Les inégalités sociales et économiques persistent et peuvent exacerber les tensions sociales et alimenter le soutien aux mouvements populistes. Les défis liés à l'intégration des populations immigrées, notamment les questions d'identité nationale, de laïcité et de discrimination, restent sensibles et peuvent conduire à des divisions sociales et politiques. La question de la laïcité, en particulier son application dans le contexte d'une société de plus en plus diversifiée religieusement, continue de susciter des débats et des controverses.

La fragmentation sociale et culturelle de la société française, marquée par des fractures territoriales, sociales, religieuses et idéologiques, représente un défi majeur pour la cohésion nationale. Le sentiment d'injustice sociale et fiscale est largement répandu. La montée des communautarismes et la perte de confiance dans les institutions peuvent également fragiliser le tissu social.

Ces défis sociaux et culturels pourraient évoluer pour devenir des risques stratégiques ou politiques de plusieurs manières. Les inégalités persistantes pourraient conduire à des troubles sociaux et à une instabilité politique accrue. Les difficultés d'intégration et les tensions identitaires pourraient être exploitées par des mouvements extrémistes et populistes, exacerbant la polarisation politique et potentiellement conduisant à des conflits sociaux. La question de la laïcité pourrait continuer à être une source de division et de tensions intercommunautaires. La fragmentation de la société pourrait affaiblir la capacité du pays à faire face collectivement aux défis internes et externes.

6. Impact des Avancées Technologiques sur la Sécurité et la Souveraineté de la France

Les avancées technologiques, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), de la cybersécurité et de l'espace, auront un impact significatif sur la sécurité et la souveraineté de la France au cours de la prochaine décennie. La France reconnaît l'IA comme une technologie stratégique indispensable pour assurer sa supériorité opérationnelle et investit massivement dans ce domaine, notamment à travers la création de l'Agence Ministérielle pour la Défense IA (AMIAD). L'IA est perçue comme essentielle pour renforcer l'autonomie de la France dans le traitement des données et l'analyse stratégique, ainsi que pour développer des outils militaires avancés. Cependant, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne la maîtrise du matériel nécessaire à l'entraînement des modèles d'IA. La France cherche également à promouvoir une approche internationale responsable de l'utilisation de l'IA pour la paix et la sécurité.

La menace cybernétique représente un risque croissant pour la sécurité nationale de la France. Les cyberattaques contre les infrastructures critiques et les campagnes de désinformation et de manipulation de l'information se multiplient. La France a mis en place une stratégie nationale de cybersécurité et renforce ses capacités de prévention, de détection et de réponse aux cybermenaces. La question de la souveraineté dans le cyberespace et l'application du droit international aux opérations cybernétiques sont des enjeux importants pour la France.

© IERAS 2025 5 / 9



Le domaine spatial est devenu un nouveau front à défendre pour la France. Le pays ambitionne de se doter d'une pleine capacité de défense spatiale d'ici 2030, en s'appuyant sur des capacités militaires spatiales telles que l'observation terrestre, les communications, le positionnement et la navigation. La France développe également ses capacités de surveillance spatiale pour détecter, identifier et caractériser les activités et les menaces spatiales.

Les avancées dans le domaine des matériaux avancés, y compris les nanotechnologies et les nouveaux matériaux composites, ont également un impact sur la défense française, permettant le développement de systèmes plus légers, plus résistants et plus performants.

Ces avancées technologiques présentent à la fois des opportunités et des risques pour la sécurité et la souveraineté de la France. L'IA peut renforcer ses capacités militaires et de renseignement, mais soulève également des questions éthiques et stratégiques. La cybersécurité est essentielle pour protéger ses infrastructures critiques et ses informations sensibles, mais la menace évolue rapidement. La maîtrise de l'espace est devenue un enjeu de puissance et de sécurité. Les matériaux avancés peuvent améliorer les performances de ses équipements militaires. La France devra investir de manière stratégique dans ces domaines pour maintenir sa souveraineté et sa sécurité dans un environnement technologique en constante évolution.

7. Risques Environnementaux Majeurs et Leurs Conséquences Stratégiques et Politiques

La France est confrontée à des risques environnementaux majeurs qui pourraient avoir des conséquences stratégiques et politiques importantes au cours de la prochaine décennie. Le changement climatique se manifeste déjà par une augmentation des températures, des modifications des régimes de précipitations, une élévation du niveau de la mer et une fréquence accrue d'événements météorologiques extrêmes. Les vagues de chaleur devraient devenir plus intenses et fréquentes, les étés plus chauds et plus secs, et les hivers plus doux et plus humides. Les précipitations devraient devenir plus intenses dans certaines régions, tandis que d'autres connaîtront des périodes de sécheresse plus longues et plus sévères.

Ces changements climatiques auront des impacts significatifs sur plusieurs secteurs clés. L'agriculture sera affectée par la hausse des températures, les modifications des précipitations et les événements météorologiques extrêmes, entraînant une baisse des rendements et une augmentation des risques de ravageurs et de maladies. La viticulture, un secteur important de l'économie française, est également menacée. La raréfaction de l'eau deviendra un problème de plus en plus préoccupant, en particulier dans le sud et l'ouest de la France, en raison de la diminution des précipitations estivales et de l'augmentation de l'évapotranspiration. Les ressources énergétiques pourraient également être affectées, notamment la production hydroélectrique et le refroidissement des centrales nucléaires en période de sécheresse et de fortes chaleurs.

Les événements météorologiques extrêmes, tels que les tempêtes, les inondations, les sécheresses et les incendies de forêt, devraient devenir plus fréquents et plus intenses, causant des dommages importants aux infrastructures, perturbant l'activité économique et mettant des vies en danger. L'élévation du niveau de la mer menace les zones côtières basses.



La pollution de l'air reste un problème majeur de santé publique en France, entraînant un nombre important de décès prématurés chaque année.

Ces risques environnementaux pourraient avoir des conséquences stratégiques et politiques considérables. Les pénuries alimentaires et la hausse des prix pourraient entraîner des tensions sociales et des instabilités politiques. La raréfaction de l'eau pourrait créer des conflits d'usage entre différents secteurs, tels que l'agriculture, l'industrie et la consommation domestique. Les catastrophes naturelles pourraient nécessiter des interventions militaires et civiles importantes et engendrer des coûts économiques élevés. Les mouvements sociaux liés aux enjeux environnementaux, tels que le mouvement des "gilets jaunes" initialement déclenché par une augmentation des taxes sur les carburants, pourraient se multiplier et devenir une source d'instabilité politique. La France devra mettre en œuvre des politiques ambitieuses pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses conséquences afin de limiter ces risques.

8. Synthèse des Risques Stratégiques et Politiques les Plus Importants

En synthétisant les informations recueillies, plusieurs risques stratégiques et politiques majeurs se dégagent pour la France au cours de la prochaine décennie :

- 1. **Instabilité Politique Intérieure et Polarisation:** La fragmentation du paysage politique, la montée des extrêmes et les désaccords profonds sur les réformes économiques et sociales pourraient conduire à une instabilité gouvernementale chronique et à une paralysie politique, limitant la capacité de la France à répondre efficacement aux défis.
- 2. Tensions Géopolitiques Mondiales et Affaiblissement du Multilatéralisme:
 L'intensification des rivalités entre grandes puissances, le risque de conflits majeurs et
 l'érosion des institutions multilatérales pourraient affaiblir l'influence de la France sur la
 scène internationale et la placer dans une position délicate face à des alliances
 changeantes.
- 3. Vulnérabilités Économiques et Pressions Externes: Une compétitivité insuffisante, une dette publique élevée, une croissance économique faible et une dépendance énergétique partielle exposent la France à des chocs économiques mondiaux et limitent sa marge de manœuvre budgétaire. Les politiques protectionnistes et les tensions commerciales pourraient impacter négativement son économie.
- 4. **Défis Sociaux et Culturels et Risque de Fragmentation:** Les inégalités sociales, les difficultés d'intégration, les tensions identitaires et la question de la laïcité pourraient exacerber les divisions au sein de la société française et alimenter des troubles sociaux et une instabilité politique.
- 5. **Menaces Technologiques sur la Sécurité et la Souveraineté:** La France doit faire face à des risques croissants dans le domaine de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle et de l'espace, nécessitant des investissements stratégiques et une coopération internationale renforcée pour protéger ses intérêts nationaux.
- 6. **Impacts du Changement Climatique et Risques Environnementaux:** Les événements météorologiques extrêmes, la raréfaction de l'eau, les perturbations agricoles et les

© IERAS 2025 7/9



problèmes de pollution représentent des menaces croissantes pour l'environnement, l'économie et la stabilité sociale de la France, nécessitant des mesures d'atténuation et d'adaptation urgentes.

Ces risques sont interconnectés et pourraient se renforcer mutuellement, créant un environnement complexe et incertain pour la France dans la prochaine décennie. Une réponse stratégique et coordonnée sera essentielle pour atténuer ces menaces et préserver les intérêts du pays.

Sources des citations :

- 1. Prévisions décennales : 2025-2035 Stratfor https://worldview.stratfor.com/article/decade-forecast-2025-2035
- 2. Bienvenue en 2035 : À quoi pourrait ressembler le monde dans dix ans, selon plus de 350 experts Atlantic Council
- 3. Principales tendances géopolitiques en 2025 Lazard
- 4. Risques mondiaux 2025 : Un monde de divisions croissantes (weforum.org)
- 5. France : Fiche Pays, Analyse du Risque Économique | Coface
- 6. Les entreprises françaises restent vulnérables aux perturbations géopolitiques des marchés Dentons
- 7. Vers une nouvelle frontière politique : le populisme électoral de Macron Sage Journals
- 8. L'essor du populisme : causes, conséquences et implications politiques EconPol Europe
- 9. Enquête de l'OCDE sur les facteurs de confiance dans les institutions publiques Résultats 2024 : Notes par pays France
- 10. Polarisation médiatique « à la française » ? Institut Montaigne
- 11. Troubles dans les territoires français d'outre-mer et en Corse : Analyse des tendances des manifestations violentes de 2020 à début 2022 ReliefWeb
- 13. Laïcité : pourquoi la laïcité française est si difficile à comprendre Institut Montaigne
- 14. Ratios d'endettement par secteurs institutionnels comparaisons internationales T2 2024 Banque de France
- 15. France : Une croissance érodée par l'incertitude BNP Paribas
- 16. Prévisions économiques pour la France Commission européenne (Économie et finances)
- 17. Le secteur manufacturier français a amélioré sa compétitivité-prix, mais la compétitivité hors-prix nécessite toujours une attention particulière (https://www.entreprises.gouv.fr/fîles/files/Publications/2019)
- 18. Comment les relations franco-allemandes influencent-elles l'UE actuellement ECA Maastricht
- 19. Journée de l'amitié franco-allemande (22 janvier 2025) Mission permanente de la France (ONU, Genève)
- 20. France et Allemagne Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- 21. Défense européenne Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



- 22. La mission impossible de Macron German Marshall Fund
- 23. Aux racines de la fracture sociale : les différents visages de la France Institut Montaigne
- 24. Comment les Français comprennent l'intégration des immigrés et la citoyenneté IFRI
- 25. Opinion publique française et Europe entre défiance et ambivalence Institut Jacques Delors
- 26. La réflexion française sur l'intégration de l'IA et son interaction avec le commandement nucléaire, la structure des forces et la prise de décision IFRI
- 27. La réflexion française sur l'intégration de l'IA et son interaction avec le commandement nucléaire European Leadership Network
- 28. La France veut ses propres algorithmes d'IA militaire Politico.eu
- 29. La France reste engagée en faveur de la stabilité dans le cyberespace et de la lutte contre la cybercriminalité (ONU)
- 30. Capacités spatiales Ministère des Armées
- 31. Nos opérations spatiales militaires Ministère des Armées
- 32. Unités opérationnelles Commandement de l'espace français Ministère des Armées
- 33. France's climate action strategy | Think Tank European Parliament
- 34. Is environmental activism being repressed in France? | Heinrich Böll Stiftung
- 35. Politique française en matière d'eau et d'assainissement Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- 36. Politiques françaises de lutte contre le changement climatique Ministère de la Transition écologique